

remarqué par ceux qui ont des vues indéniables à celles que j'ai exprimées dans cette occasion. Le chef de l'opposition a cité mes paroles mot à mot telles que je les trouve dans le 'Herald' de Montréal comme suit :

Maintenant, au point de vue de nos propres intérêts, je dois dire franchement comme cultivateur et comme ministre de l'Agriculture que je suis réellement heureux que l'Angleterre ait décidé de ne pas accorder un traitement privilégié.

Je ne crois pas avoir dit "comme ministre de l'Agriculture." Je crois avoir dit "non pas comme ministre de l'Agriculture." Je sais que c'était là mon intention, et je sais que plusieurs de ceux qui ont entendu mon discours et avec lesquels j'ai discuté cette question depuis qu'ils m'ont dit que j'avais employé les paroles suivantes : "non comme ministre d'Agriculture." D'ailleurs le contexte indique que c'était ce que je voulais dire, et je trouve un peu plus loin dans le même compte rendu du discours que j'ai prononcé alors, les paroles suivantes :

N'exprimant ma seule opinion personnelle, je crois que la décision prise par l'Angleterre a été sage.

Je voulais donner cette explication publiquement comme je l'ai fait privéement en plusieurs occasions devant mes amis. Je ne parlais pas au nom du Gouvernement, je n'énonçais pas sa politique; je discutais des questions qui ne sont pas aujourd'hui dans l'arène politique de notre pays. Je parlais des relations du Canada avec les autres parties de l'empire et je m'adressais à un groupe de jeunes gens de la ville de Montréal qui s'intéressent aux questions économiques et sociales, et cela dans un moment où ces questions particulières ne faisaient le sujet d'aucune lutte politique. Je m'abstiens avec soin, comme je crois que c'est le devoir de tout homme public au Canada, de se mêler aux luttes politiques qui ont lieu dans d'autres parties de l'empire jouissant du gouvernement responsable, car je crois qu'il vaut mieux pour nos Canadiens laisser ces pays décider eux-mêmes les questions qui les intéressent sans essayer d'exercer une pression sur eux, ou intervenir dans leurs luttes politiques, tout comme je m'attendrais à ce que les autres parties de l'empire et leurs hommes publics ne vinssent pas se mêler à nos propres luttes. Je crois que je devais les explications à ceux que mes remarques ont pu intéresser, autant qu'à moi-même. J'ajouterai, monsieur l'Orateur, qu'en parlant comme j'ai parlé j'ai cru me faire l'écho fidèle des cultivateurs du Canada sur cette question.

(Quelques voix : Non ! non !)

M. FISHER: J'entends dire: non. Chacun est libre d'avoir son opinion comme je suis libre d'avoir la mienne; mais je veux donner les raisons qui m'ont porté à parler

M. FISHER.

ainsi. Pendant les derniers six mois ou à peu près, j'ai parcouru le Canada d'un océan à l'autre. J'ai pris part à des réunions nombreuses de cultivateurs dans la Colombie-Anglaise, dans l'Alberta, dans la Saskatchewan et dans le Manitoba. J'ai assisté aussi à divers congrès agricoles dans la province d'Ontario, dans la province de Québec et dans les Provinces maritimes. J'ai eu l'occasion de me mêler aux cultivateurs et de discuter avec eux sur les questions qui les intéressent; j'ai discuté tous les sujets qu'ils me soumettaient. Je me suis appliqué à découvrir ce qu'ils voulaient discuter et je puis affirmer en toute sûreté qu'en aucune occasion les cultivateurs n'ont parlé de préférence douanière de la part de l'Angleterre en faveur de leurs produits.

M. HAGGART: Comment pouvez-vous connaître leur opinion alors ?

M. FISHER: Parce que si cette question les avait intéressés, et s'ils avaient eu une opinion à exprimer, ils l'auraient fait d'une façon claire et certaine.

M. COCHRANE: Et vous avez cru parce qu'ils n'exprimaient pas d'opinion, qu'ils partageaient la vôtre.

M. FISHER: Que mon honorable ami ne soit pas si pressé; qu'il ne me fasse pas dire ce que je n'ai pas dit. Je n'impose mes opinions à personne, et je ne conclus pas que tout le monde s'accorde avec moi.

M. COCHRANE: Mais c'est ce que vous avez fait.

M. FISHER: Mon honorable ami est un exemple frappant du contraire; il n'est jamais du même avis que moi.

M. COCHRANE: Le ministre de l'Agriculture est lui-même un autre exemple. Il a conclu que parce que les cultivateurs n'avaient pas exprimé d'opinion ils partageaient la sienne.

M. l'ORATEUR: A l'ordre !

M. FISHER: Voici encore que mon honorable ami tire des conclusions et me les met dans la bouche.

M. COCHRANE: C'est la seule base de votre discours.

M. l'ORATEUR: A l'ordre !

M. FISHER: Mais j'ai une autre raison pour croire que je suis dans le vrai. Une commission a visité récemment les centres les plus importants du Canada, de l'Atlantique au Pacifique, et je suis heureux de pouvoir dire que les cultivateurs se sont présentés souvent devant cette commission pour y exposer leurs vœux et discuter leurs intérêts. Je n'ai aucun doute que chaque fois qu'ils ont parlé du traitement privilégié fait par le Canada aux importations de la mère patrie, ils l'ont approuvé fortement; mais je ne les ai jamais entendus, et je n'ai ja-